

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS314/1
G/L/684
G/SCM/D61/1
G/AG/GEN/66
24 août 2004

(04-3525)

Original: anglais

MEXIQUE – MESURES COMPENSATOIRES PROVISOIRES VISANT L'HUILE D'OLIVE EN PROVENANCE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Demande de consultations présentée par les Communautés européennes

La communication ci-après, datée du 18 août 2004, adressée par la délégation des Communautés européennes à la délégation du Mexique et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Les Communautés européennes demandent par la présente l'ouverture de consultations avec le Mexique conformément à l'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le Mémoire d'accord), à l'article XXII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994), à l'article 30 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (*Accord SMC*) et à l'article 19 de l'*Accord sur l'agriculture*, au sujet de l'application de mesures compensatoires provisoires aux importations d'huile d'olive originaire des Communautés européennes, en vertu de la Résolution du 18 mai 2004 publiée au Journal officiel de la Fédération du 10 juin 2004.

Les Communautés européennes estiment que l'ouverture de l'enquête en matière de droits compensateurs susmentionnée et l'application subséquente de mesures provisoires sont incompatibles avec les obligations du Mexique au titre entre autres des articles 10, 11 (en particulier les paragraphes 2, 3, 4 et 9), 15, 16 et 17 (en particulier l'article 17.1 a) et b)) de l'*Accord SMC* et de l'article 13 et/ou de l'article 21:1 de l'*Accord sur l'agriculture*.

Ces incompatibilités comprennent:

- l'ouverture d'une enquête sans qu'il y ait suffisamment d'éléments de preuve qu'une branche de production nationale subissait un dommage par suite des importations subventionnées, en violation de l'article 11.2 de l'*Accord SMC*;
- le fait que les autorités mexicaines n'ont pas examiné l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer si ces éléments de preuve étaient suffisants pour ouvrir une enquête, en violation de l'article 11.3 de l'*Accord SMC*;
- le fait qu'il n'a pas été établi si la demande avait été présentée par la branche de production nationale du produit similaire ou en son nom, en violation de l'article 11.4 de l'*Accord SMC*;

./.

- l'application de mesures compensatoires provisoires malgré le fait que la branche de production nationale n'avait pas été correctement définie, en violation des articles 16 et 17.1 de l'*Accord SMC*;
- le fait que la demande n'a pas été rejetée et que l'enquête n'a pas été close dans les moindres délais dès que les autorités mexicaines auraient dû être convaincues qu'elles ne disposaient pas de suffisamment d'éléments de preuve pour ouvrir une enquête et/ou procéder à une enquête, en violation de l'article 11.9 de l'*Accord SMC*;
- l'application de mesures compensatoires provisoires après la conduite d'une enquête qui n'avait pas été ouverte conformément aux dispositions de l'article 11 de l'*Accord SMC*, en violation de l'article 17.1 a) de l'*Accord SMC*;
- l'application de mesures compensatoires provisoires après la conduite d'une enquête qui n'avait pas été ouverte en conformité avec les dispositions de l'*Accord SMC* et de l'*Accord sur l'agriculture*, en violation de l'article 10 de l'*Accord SMC*;
- l'application de mesures compensatoires provisoires malgré l'absence d'un dommage important ou d'un retard important, en violation des articles 15 et 17.1 b) de l'*Accord SMC*, notamment l'article 15.4;
- l'application de mesures compensatoires provisoires malgré le fait que l'existence d'un lien de causalité n'avait pas été établie entre les importations dont il était allégué qu'elles étaient subventionnées et le dommage allégué, en violation des articles 15.5 et 17.1 b) de l'*Accord SMC*;
- l'ouverture d'une enquête en matière de droits compensateurs visant les importations d'un produit agricole (l'huile d'olive) en dehors des circonstances prévues à l'article 13 b) i) de l'*Accord sur l'agriculture* et/ou en violation de l'article 21:1 de l'*Accord sur l'agriculture*;
- l'application de mesures compensatoires provisoires aux importations d'un produit agricole (l'huile d'olive) en dehors des circonstances prévues à l'article 13 b) i) de l'*Accord sur l'agriculture* et/ou en violation de l'article 21:1 de l'*Accord sur l'agriculture*.

Les Communautés européennes se réservent le droit de présenter de nouvelles allégations et de formuler de nouveaux points de droit concernant les mesures susmentionnées au cours des consultations.

Les Communautés européennes attendent la réponse du gouvernement mexicain à la présente demande afin qu'une date mutuellement acceptable puisse être fixée pour les consultations.
